

Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Monde arabe : l'agonie d'un système

■ Du Maroc au Yémen, tous les chiffres et les cartes pour comprendre trente ans de mutations économiques et démographiques

■ La jeunesse réclame le partage des gains du développement



8/2/2011

Jean
Pisani-Ferry



L'euro selon
Angela Merkel



A force de les attendre, on avait fini par croire qu'elles ne viendraient plus. Mais elles ont fini par apparaître, sous une forme presque subreptice : ce n'est pas dans un discours solennel que la chancelière allemande, Angela Merkel, a choisi de faire connaître ses idées de réforme de la zone euro, c'est en laissant fuiter quelques lignes comme jetées à la hâte – un brouillon de « non-papier », pour employer le jargon international. Mais qui rompt sur plusieurs points essentiels avec la frilosité antérieure et ouvre de nouvelles pistes.

L'initiative est d'abord institutionnelle. Alors que, par peur d'y être minoritaire, M^{me} Merkel écartait jusqu'ici la vieille idée française d'une gouvernance spécifique à la zone euro, elle tire les leçons de la crise et propose désormais que les pays de l'euro resserrent leur coopération, quitte à ce que d'autres partenaires les rallient. Un pas est franchi.

En matière budgétaire, Berlin avait commencé par exiger un renforcement des sanctions. Comme parfois en matière pénale, il s'agissait (et il s'agit toujours) davantage de rassurer l'opinion que de prévenir les déviances. D'abord parce que le pacte de stabilité souffre autant d'un défaut de conception que d'un problème de mise en œuvre (en 2007 encore, l'Irlande et l'Espagne faisaient figure de parangons de vertu). Ensuite parce que, depuis dix ans, la tutelle bruxelloise a échoué à réformer les politiques nationales.

Le « non-papier » allemand esquisse une autre méthode : réviser et unifier la comptabilité, pour mesurer la vulnérabilité des finances publiques nationales ; s'assurer qu'en cas de crise bancaire, les créanciers des banques paieront, plutôt que les Etats ; décentraliser la discipline, enfin, en imposant que chaque pays se dote d'une règle constitutionnelle propre à assurer la stabilité au long du cycle du ratio de dette publique et maîtrise sa dette sociale en adaptant son système de retraite aux évolutions démographiques. Pour autant que soit laissée à chacun la liberté de retenir une méthode conforme à sa tradition institutionnelle, c'est la bonne voie.

Sur la compétitivité, les choses sont moins claires. Berlin veut que chaque pays aligne la croissance des salaires réels sur celle de la productivité, élimine les dispositifs d'indexation automatique (qui ont disparu depuis longtemps en France mais subsistent en Belgique), et s'engage sur un minimum d'investissement en recherche éducation et infrastructure.

L'intention, louable, est d'éviter que ne se reproduisent les divergences de coûts et de prix de ces dix dernières années. Elle est aussi, et c'est également positif, de partager les efforts de modernisation et de croissance. Cependant, tous ces indicateurs sont déjà suivis et, depuis 2005, les mises en garde sur la divergence au sein de la zone euro n'ont pas manqué : celles, notamment, de Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), ont été aussi régulières et véhémentes que sans effet.

►►► Lire la suite page 2

L'euro selon Angela Merkel

►►► Suite de la chronique de Jean Pisani-Ferry

Les discussions engagées depuis des mois sur les déséquilibres au sein de la zone butent sur la question de la dissymétrie des efforts. Les pays dont les prix ont dérapé incriminent la désinflation compétitive allemande, qui a conduit la BCE à maintenir les taux d'intérêt bas au lieu de les aider à freiner leur propre dérapage. L'Allemagne rétorque qu'on ne peut pas lui reprocher d'avoir fait des efforts de productivité. La vraie rupture, pour sortir du dialogue de sourds, aurait été de reconnaître que la compétitivité est une question relative et que toutes les politiques, y compris celles des pays à surplus, doivent être discutées. On n'en est pas là.

Les propositions sur l'intégration économique, enfin, sont plus audacieuses. On n'a pas assez souligné que les divergences au sein de la zone euro signalaient un déficit d'intégration. Elles n'auraient pas pu se creuser aussi longtemps si les entreprises ou les salariés avaient réagi plus rapidement aux écarts de prix. Mais les forces de rappel ont manqué. M^{me} Merkel avance sur ce point deux idées : la reconnaissance mutuelle des qualifications, pour favoriser la mobilité du travail ; et, sans craindre de bousculer le tabou de la souveraineté fiscale, l'harmonisation des assiettes de l'impôt sur les sociétés, qui favoriserait la mobilité du capital. Aucune n'est de nature à changer la donne, mais l'une comme l'autre ouvrent, utilement, une nouvelle discussion.

Reste à savoir ce que les partenaires feront de ces propositions. Ils auraient tort de les ignorer ou de les diluer. Parce qu'ils ont besoin d'une Allemagne engagée, pas d'une Allemagne distante. Et parce que le « non-papier » de Berlin indique sans ambages que la solidarité financière ne se conçoit pas sans responsabilité. On ne saurait être plus clair. ■

Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe. Courriel : chronique@pisani-ferry.net



L'éclairage

Le Forum économique mondial de Davos a-t-il tiré les leçons du passé ? Il a surtout témoigné d'une énorme incertitude sur l'avenir

La crise est un accélérateur

Par Martin Wolf

La crise financière a-t-elle beaucoup changé les choses ? La réponse est oui. Surtout, elle a accéléré le surgissement du futur. Même pour ceux qui vont y gagner, c'est un grand choc.

Cela fait trois ans et demi que la crise financière a débuté et un peu plus de deux ans qu'elle a connu son apogée. A Davos, lors du Forum économique mondial du 26 au 30 janvier, l'humeur était à l'optimisme prudent. D'après la dernière mise à jour des « Perspectives économiques mondiales » du Fonds monétaire international (FMI), la production mondiale a connu en 2010 une croissance de 5% à parité de pouvoir d'achat et de 3,9% aux taux de change du marché. Rappelons qu'en 2009, les chiffres étaient respectivement de 0,6% et 2,1%. Le FMI prévoit pour 2011 une légère baisse de la croissance, qui devait être de 4,4% à parité de pouvoir d'achat et de 3,5% aux taux de change du marché. L'optimisme perdure.

A présent que la crise s'éloigne, de quelle façon les historiens apprécieront-ils ses effets ?

Elle n'aura marqué ni le début d'une dépression ni la fin du capitalisme. Mais elle a provoqué un renforcement de la réglementation financière. Après trois décennies de déréglementation, le balancier est reparti dans l'autre sens, non sans susciter des résistances.

La crise a aussi entraîné un revirement dans l'endettement privé des pays à hauts revenus. Aux Etats-Unis, le ratio de la dette brute privée par rapport au produit intérieur brut (PIB) était passé de 123% en 1981, à 293% en 2009. Au troisième

trimestre de 2010, ce ratio était retombé à 263%. Le secteur financier a été le moteur de ces deux mouvements : la dette brute du secteur financier était passée de 22% du PIB, en 1981, à 119% en 2008, elle était retombée à 98% au troisième trimestre 2010. Le désendettement va probablement se poursuivre. Même si ce n'est pas le cas, une nouvelle période de croissance de l'endettement semble inconcevable.

La nouvelle version des « Perspectives économiques mondiales » montre que, sur le court terme en tout cas, la crise a aussi marqué un renversement des déséquilibres mondiaux. Le FMI s'attend à un retour en arrière partiel, même si l'ampleur des déséquilibres ne devrait pas revenir à son niveau d'avant la crise. Une de ses caractéristiques marquantes – l'accumulation de réserves de devises, notamment par la Chine – n'a en effet pas

désendettement sera très difficile, surtout en l'absence d'une flexibilité interne du taux de change.

Voyons à présent les domaines dans lesquels la crise financière a joué un rôle d'accélérateur.

Le changement le plus évident est d'ordre budgétaire. Toute personne bien informée savait que le vieillissement de la population entraînerait un resserrement budgétaire dans les pays à hauts revenus à mesure que les dépenses augmenteraient et que la croissance ralentirait. La crise a avancé cette échéance d'une décennie. Selon le FMI, la dette publique nette des pays du G7 devrait bondir de 52% du PIB auxquels elle équivalait en 2007, à 90% en 2015. Cela ne signifie pas pour autant hyperinflation ni défaut. Mais la gestion des finances publiques sera la question politique essentielle dans le proche avenir. L'épreuve sera douloureuse.

Si l'ambiance est plus à l'optimisme aujourd'hui, cet optimisme est empreint de doutes

varié : entre février 2009 et octobre 2010, les réserves de devises ont augmenté de 2 004 milliards de dollars (1 469 milliards d'euros), la Chine seule en engrangeant 849 milliards. Cela est dangereux.

La crise a par ailleurs révélé la vulnérabilité de la zone euro face à l'accumulation excessive de l'endettement des secteurs public et privé, provoquée par l'injection massive des excédents d'épargne dans de mauvais investissements au travers d'établissements financiers sous-capitalisés. Gérer le

L'accélération du rééquilibrage mondial du pouvoir économique est un point tout aussi important. Si l'on convenait de fixer le PIB à 100 en 2005, il était de 105 aux Etats-Unis en 2010, 104 dans la zone euro et 102 au Japon et au Royaume-Uni, mais de 125 au Brésil, de 147 en Inde et de 169 en Chine. « La crise ? Quelle crise ? », c'est ce que l'on doit se dire en Chine et en Inde.

Selon le FMI, la part des pays avancés dans le PIB mondial à parité de pouvoir d'achat était de 63% en 2000, et de 57% en 2007, à la

veille de la crise. Elle a été de 53% en 2010, et tombera en dessous de 50% en 2013. La Chine et l'Inde représentent 80% de l'augmentation de la part des pays émergents dans les prévisions sur la production mondiale entre 2000 et 2013, dont 63% pour la Chine seule. La croissance de ces géants s'accompagne de pressions sur les ressources naturelles. Cette pression ne peut qu'augmenter.

Ce que la crise a accéléré de manière encore plus nette est le changement d'attitude vis-à-vis de l'Occident et en particulier des Etats-Unis. Comme le fait remarquer Kishore Mahbubani, doyen de la Lee Kuan Yew School of Public Policy de l'Université nationale de Singapour, les Asiatiques ne respectent plus la compétence occidentale, mise à mal par les mésaventures militaires puis par les soubresauts financiers. Ce changement d'attitude s'est accompagné d'une redistribution des responsabilités. Le passage du G7 et du G8 au G20, à l'apogée de la crise, a symbolisé cette transformation. Elle aurait de toute façon eu lieu, mais elle s'est produite beaucoup plus vite sous l'effet direct de la crise.

Si l'ambiance est plus à l'optimisme aujourd'hui, l'optimisme est empreint de doutes. J'ai eu à Davos une longue conversation privée sur la question de savoir si les Etats-Unis allaient connaître le sort du Japon. La plupart des gens considèrent cette éventualité comme inconcevable. Pourtant en 1993, rares étaient ceux qui prévoyaient le malaise durable du Japon. Personne ne sait exactement comment le désendettement du secteur privé pourra s'effectuer sans heurts. Il y a de fortes chances pour

que nous subissions un nouveau fléchissement économique. De même qu'il y a de grandes chances pour que nous connaissions d'autres chocs financiers, peut-être suscités par les inquiétudes budgétaires. Répétons-le, l'ambiance concernant la zone euro est à présent plus optimiste. Mais personne ne voit très bien comment elle pourra sortir de ses difficultés. Les dirigeants européens ont défini l'objectif : sauver la zone euro. Mais personne ne sait à l'heure actuelle s'ils pourront définir les moyens à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif.

Certaines des discussions les plus intéressantes que j'ai eues à Davos tournaient autour de la question de savoir si la Chine avait des projets clairs concernant le système économique et politique mondial. Un universitaire chinois bien informé m'a assuré que ce n'était pas le cas. Pourtant, à condition que la Chine soit capable de soutenir sa croissance rapide, ce colosse devra rapidement développer ses propres idées. La Chine a gagné sa grandeur ; à présent, elle doit bon gré mal gré assumer les responsabilités qui vont avec.

La crise n'a pas constitué jusqu'ici un virage vraiment net. Mais nous ne pouvons en conclure qu'elle n'est pas significative. Elle a provoqué une forte accélération de tendances antérieures et, surtout, une grande incertitude. Celle-ci a toujours été présente. Mais désormais, nous le savons. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © « FT » (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)